



Crisis Group op-ed

14 décembre 2016

Publié par *Jeune Afrique*

Par Hans Hoebeker, analyste senior de Crisis Group (Congo)

## Course contre la montre pour un compromis politique en RDC

Quelques jours avant la fin du deuxième mandat du président Kabila, la situation menace de se dégrader en République démocratique du Congo (RDC), et pourrait à nouveau mener à des violences.

L'accord du 18 octobre entre la majorité et une partie de l'opposition formalise le « glissement », ou report de l'élection présidentielle prévue le 19 décembre. L'Union africaine et la sous-région l'ont entériné le 27 octobre.

Le Rassemblement, principale plateforme de l'opposition réunie autour d'Étienne Tshisekedi et de Moïse Katumbi, continue de contester l'accord et plaide pour le départ de Kabila.

En l'absence de compromis, le risque de manifestations et de réponse brutale des forces de sécurité est élevé. Historiquement, les agitations populaires sont à la fois un résultat et un amplificateur des crises en RDC.

### **Des signes avant-coureurs de la crise ?**

En janvier 2015, des milliers de Congolais avaient manifesté contre une proposition de loi du gouvernement liant l'organisation des élections à un recensement de la population. La répression avait fait plusieurs dizaines de

morts. Dans ce climat, la mobilisation est restée limitée jusqu'à l'été 2016.

Le retour à Kinshasa d'Étienne Tshisekedi, en juillet, a marqué un tournant. Le 19 septembre, journée qui devait voir la Commission électorale nationale indépendante appeler le corps électoral, les manifestations organisées par le Rassemblement ont été violemment réprimées, faisant 53 morts selon l'ONU.

Le gouvernement crie à l'insurrection. L'opposition, comme l'ONU, dénoncent l'usage disproportionné de la force. La Conférence épiscopale nationale (Cenco), arbitre moral dans la vie politique congolaise, a suspendu sa participation au dialogue qui avait précédé la signature de l'accord.

### **Une opposition désunie**

Le 4 octobre, le Rassemblement a proposé la création d'un « régime spécial » après le 19 décembre, sans plus de précisions, ce qui dénote une absence de consensus sur la stratégie à adopter. Fin novembre, il a semblé accepter le maintien du président Kabila jusque fin 2017 dans une note à la Cenco, immédiatement contestée en interne.

Globalement, l'opposition exerce un contrôle limité sur la rue. Les organisations de la société civile, souvent politisées et avec une faible base sociale, ne canalisent pas davantage une frustration populaire certes politique, mais qui puise ses racines dans la misère, accentuée par la crise économique actuelle. Ainsi, la mobilisation populaire est souvent spontanée.

*“La mobilisation populaire est souvent spontanée. Une dynamique de violence peut s'installer.”*

Peu encadrés, les mouvements de contestation ne sont pas équipés pour la négociation. Une dynamique de violence peut s'installer.

La majorité poursuit sa campagne de répression, tout en maintenant via la Cenco des canaux de médiation avec l'opposition. Les mesures annoncées la veille de la manifestation du 19 septembre ressemblent beaucoup à un état d'urgence. Depuis, la liberté de circulation de certains de ses organisateurs a été limitée. Plusieurs membres de mouvements citoyens comme la Lutte pour le changement (Lucha) et Filimbi ont été arrêtés depuis octobre. La journée ville morte décrétée par l'opposition le 19 octobre a connu un certain succès. Mais la stratégie du gouvernement pour perturber, voire empêcher les manifestations, en s'appuyant sur des groupes de jeunes souvent désœuvrés ou d'autres groupes urbains semi-organisés, a porté ses fruits les 5 et 19 novembre.

### **Dynamique de mobilisation**

L'opposition et plusieurs mouvements citoyens essaient de maintenir une dynamique de mobilisation pour les 19 et 20 décembre, dates devenues symboliques. Les mesures prises par les autorités, combinées aux fractures au sein de l'opposition et à sa faible assise populaire

rendent les événements imprévisibles. Le potentiel de violence est grand.

Après le sommet régional du 27 octobre, Kabila a sollicité la Cenco pour œuvrer à un rapprochement entre l'opposition et la majorité. Début décembre, elle a fait le constat des nombreux obstacles à un consensus. Mais l'initiative a été remise sur les rails le 5 décembre, et les pourparlers directs entre les deux camps constituent un ultime effort pour trouver une issue à la crise.

Il est crucial que la région, en coopération avec la communauté internationale et l'ONU, présente via sa mission pour la stabilisation en RDC (Monusco), continue d'agir en faveur d'un consensus politique plus inclusif, qui pourrait résulter de la médiation de la Cenco et inclure l'organisation d'un scrutin avant 2018, mais pousse également, d'ici là, pour la mise en œuvre de l'accord du 18 octobre. Le respect de la Constitution et l'organisation, dans les plus brefs délais, d'une élection crédible, sont les priorités.

Les acteurs congolais, en particulier le gouvernement, devraient agir pour réduire le risque de violence, tout en respectant les droits des citoyens. L'opposition doit veiller à ne pas exacerber les tensions.